



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



19009-F

Distr.
LIMITEE

ID/WG.515/5(SPEC.)
12 juin 1991

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Atelier sur l'industrialisation dans les
pays les moins avancés : vers un plan
d'action industriel

Vienne, 19-23 août 1991

APPUI INTERNATIONAL A L'INDUSTRIALISATION

DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)*

Rapport établi par
le secrétariat de l'ONU

* Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Traduction d'un original n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.91-25545(EX)

PREFACE

Conformément à la Déclaration de Paris et au Programme d'action adoptés à la deuxième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), tenue à Paris, du 3 au 14 septembre 1990, l'ONUDI, avec le concours financier du Gouvernement italien, a décidé d'organiser un Atelier sur l'industrialisation dans les PMA. L'Atelier aura pour tâche de déterminer où en est l'industrie et d'analyser les principaux problèmes du développement industriel dans les PMA. Ses travaux serviront de base à un plan d'action industriel pour les PMA, qui sera soumis à la quatrième session de la Conférence générale de l'ONUDI en novembre 1991.

L'un des problèmes à examiner est le fait que l'opinion publique dans les pays donateurs ne se rend guère compte jusqu'ici des difficultés et des potentialités de l'industrialisation dans les PMA. L'idée et la conscience que les gens, dans l'ensemble, ont de l'industrialisation dans les PMA ne font pas, pour l'instant, les grands titres des médias internationaux, où les problèmes des pays en développement, en général, et des PMA, en particulier sont souvent traités un peu partout sur le ton blasé que donne une sorte d'accoutumance aux catastrophes. Dans la liste internationale des thèmes à aborder par les médias, l'ordre de priorité change fréquemment selon la doctrine du moment sur les problèmes et les tendances qui apparaissent concernant toute une variété de sujets.

Le rapport ci-après représente un effort pour réfléchir aux moyens propres à favoriser la prise de conscience du public, en fixant des objectifs précis pour atteindre des groupes et médias cibles et d'autres circuits d'information qui puissent valoir à l'industrialisation un plus large appui du public. Il a essentiellement pour but d'informer les partenaires de développement, les donateurs bilatéraux et les organisations non gouvernementales (ONG), et de susciter non seulement une compréhension politique du rôle de l'industrialisation, mais aussi un savoir-faire technique professionnel dans l'exécution de projets et programmes d'industrialisation. Des cas concrets de réussites prouvent que l'industrialisation peut contribuer puissamment à la progression à long terme vers un développement économique et social durable dans les PMA aussi.

Le présent rapport a été établi par le Service des études par région et par pays de l'ONUDI. Il a en outre bénéficié d'une contribution substantielle de Dag Leraand en qualité de consultant de l'ONUDI, avec le concours de Lars Petter Henie.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
PREFACE	iii
NOTES EXPLICATIVES	v
1. NECESSITE DE GAGNER L'APPUI DU PUBLIC A L'INDUSTRIALISATION DANS LES PMA	1
2. L'INDUSTRIE VUE PAR LE PUBLIC	3
2.1. La place de l'industrie dans le dialogue international sur le développement	4
2.2. Conférence des Nations Unies sur les PMA	6
2.3. Aide au développement limitée en faveur de l'industrie	7
2.4. Rôle de l'industrie dans le nouveau Programme d'action	8
3. OBJECTIFS ET GROUPES CIBLES	10
3.1. Fixation des objectifs	10
3.2. Identification des groupes cibles	12
4. SCHEMA D'UNE STRATEGIE DE LA PRESENTATION DU POTENTIEL INDUSTRIEL DES PMA PAR LES MEDIAS	18
4.1. Création d'une représentation cohérente de l'ONUDI	18
4.2. Publication et diffusion de textes de l'ONUDI	18
4.3. Composition de pochettes de documentation	19
4.4. Production et diffusion de matériel audiovisuel de l'ONUDI	19
4.5. Collecte et diffusion de matériaux photographiques/ cinématographiques	19
4.6. Séminaires et ateliers	20
4.7. Elargissement des contacts avec les médias	21
4.8. Voyages d'étude des médias	22
4.9. Bourses d'étude et attribution de prix pour la recherche et la documentation	23
4.10. Encouragements financiers à la publication	24
4.11. Prix ONUDI du journalisme	24
4.12. Coopération avec d'autres organisations	24
5. RESUME ET RECOMMANDATIONS	26
REFERENCES	29

NOTES EXPLICATIVES

Les abréviations et sigles ci-après figurent dans le texte :

APD	Aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PNB	Produit national brut
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VAM	Valeur ajoutée manufacturière

1. NECESSITE DE GAGNER L'APPUI DU PUBLIC A L'INDUSTRIALISATION DANS LES PMA

L'aide internationale au développement passe aujourd'hui largement par les institutions et organisations multilatérales - qu'il s'agisse de l'ONU, de ses institutions et fonds spécialisés, ou des banques de développement ou autres institutions financières. L'expérience tirée de l'information relative à l'aide au développement et les résultats d'une enquête internationale, menée en 1990, sur ce que le grand public savait de l'ONU montrent que l'information relative à l'assistance multilatérale ne répond pas à l'attente. Le système multilatéral et ses mécanismes sont plus complexes, plus difficiles à comprendre d'un point de vue général que l'aide bilatérale ou l'oeuvre des ONG. Le fait s'explique peut-être en partie par une tendance de l'information, souvent diffusée sous les auspices des ministères des affaires étrangères dans les pays donateurs, à mettre plus en relief le volet bilatéral que la composante multilatérale, ce qui indique que l'ONU et les organisations multilatérales elles-mêmes se doivent de prendre de plus en plus l'initiative afin de faire mieux connaître et apprécier leurs activités.

Il se peut qu'au Nord le public soit maintenant moins enclin à soutenir l'aide au développement, en partie à cause des difficultés économiques et sociales croissantes auxquelles lui-même se heurte, et des changements politiques marquants survenus en Europe septentrionale, en Europe de l'Est et dans la région du Golfe Persique. De surcroît, une sorte de lassitude est apparue face aux catastrophes et désastres, d'où des réactions moins empressées aux appels à l'aide émanant de pays du Sud victimes de catastrophes. Le désenchantement a été favorisé par l'impression que l'aide internationale s'était révélée impuissante à modifier sensiblement le sort des pays en développement.

Pour répondre aux défis des années 90, les PMA ont besoin d'une attention et d'une aide concertées dans plusieurs domaines, notamment celui de l'industrialisation. La Conférence de Paris sur les PMA, en septembre 1990, a recommandé aux partenaires de développement d'accorder leur concours par le biais d'une assistance technique à l'expansion, à la promotion et à la diversification des exportations, y compris en aidant les PMA à participer à des foires commerciales et en créant des mécanismes de promotion des exportations. Les exportations pourraient aussi se ressentir favorablement d'une amélioration de la qualité et du conditionnement des produits, en recourant à des techniques publicitaires appropriées et avec une amélioration de la gestion et du réseau d'information sur la commercialisation à l'exportation.

A en juger par des études faites sur la connaissance et la vision que le public a des problèmes relatifs au développement, il y a tout lieu de penser qu'il ne mesure pas la complexité d'un effort d'industrialisation qui parte de zéro.

De toute évidence, dans une stratégie de l'information sur l'industrie dans les PMA, il faut considérer de près les fins et les moyens et ne pas perdre de vue la connaissance de base généralement limitée des problèmes du développement en ciblant les groupes à informer. Il existe un besoin général d'information sur les questions internationales se rapportant au développement des PMA, ainsi que sur le travail des Nations Unies en faveur des PMA, question qui devrait être située dans un cadre global et dont l'ONUDI pourrait assurer le suivi au moyen de son information spécialisée sur l'industrie. Dans cet ordre d'idées, l'ONUDI pourrait élaborer une stratégie

de l'information destinée à sensibiliser le public à la question de l'industrialisation dans les PMA, à partir d'un énoncé de buts et de moyens et d'une analyse approfondie des partenaires de coopération et groupes cibles possibles.

Malgré le peu d'attention accordée ces dernières années à l'industrialisation, élément décisif des stratégies de développement, il n'en reste pas moins qu'une aide considérable a été et est encore apportée à ce secteur, bien qu'elle n'ait pas la même ampleur dans les PMA. Une réorientation des politiques qui favoriserait l'essor du secteur productif peut mettre l'industrialisation au premier plan des efforts internationaux à faire en matière de développement, non seulement dans les organisations bilatérales et multilatérales, mais aussi dans le groupe toujours plus nombreux des ONG, afin d'améliorer l'idée que le public se fait de l'industrie et de passer des aspirations aux actes.

2. L'INDUSTRIE VUE PAR LE PUBLIC

L'industrialisation est l'une des nombreuses composantes d'un développement socio-économique continu. Dans le tiers monde, et plus encore dans les PMA, ce secteur continue à souffrir de graves déficiences, tout en étant encore tenu pour un élément décisif d'un développement durable et à long terme dans le Sud. L'ONUDI, dans son Rapport 1990/91, Industrie et développement dans le monde, souligne l'importance de l'industrialisation pour la planification globale du développement : "Pour un pays en développement, l'industrialisation signifie plus que le simple fait d'augmenter le revenu et le volume de production. Elle constitue pour lui un moyen de moderniser sa structure primitive de production et de transformer toute la tradition socio-économique qui y est associée. Dans ce contexte, il est important de mesurer l'industrialisation sous toutes ses dimensions, c'est-à-dire à la fois quant à son étendue et quant à son intensité".

L'industrialisation en tant que moteur des stratégies de développement n'a plus la place privilégiée qu'elle occupait il y a dix ans, d'autres priorités sont maintenant plus à la mode et, par conséquent, se retrouvent de plus en plus aussi dans l'aide internationale au développement. Les réorientations des stratégies du développement ne semblent pas passer facilement dans la diffusion de l'information sur les processus de développement et la conjoncture globale, de sorte que l'industrie, faiblement prioritaire même pour les donateurs, ne saurait guère jouer un rôle de premier plan dans l'esprit et la vision des gens.

La tendance générale à la fin des années 80 et au début des années 90 paraît être à une préoccupation plus marquée des médias pour un nombre restreint de grands problèmes internationaux, où les considérations commerciales l'emportent sur tout autre critère dans le choix des nouvelles et des priorités. Les problèmes généraux du développement ne figurent pas parmi les sujets prioritaires, et les catastrophes sociales et économiques du Sud qui retiennent l'attention sont peu nombreuses. Il règne - constate Newsweek dans un numéro de mai 1991 largement consacré à la question - une sorte de fatalisme blasé face aux catastrophes, qui ont plutôt tendance à frapper les pays en développement et, parmi eux, plusieurs des plus faibles et des moins avancés, comme le Bangladesh, l'Éthiopie, le Mozambique et le Soudan.

Les médias internationaux, aussi bien que nationaux, mettent rarement en vedette les questions relatives à l'industrie quand ils traitent du développement et du "tiers monde". Le grand public a peine à croire qu'il soit possible d'identifier une conception spécifique de l'industrie qui en fasse un secteur stratégique du développement international en général. Il faut néanmoins espérer que, dans les milieux spécialisés, la communauté des donateurs ou les milieux d'affaires, le rôle de l'industrie reçoit la considération qu'il mérite ou pourra un jour être apprécié à sa juste valeur.

2.1. La place de l'industrie dans le dialogue international sur le développement

Reconnaissant le rôle crucial que l'industrialisation peut jouer dans le développement économique des pays africains, les chefs d'Etat et de gouvernement, en élaborant la stratégie de l'Afrique en vue de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, ont classé l'industrialisation au deuxième rang de leurs priorités, immédiatement après l'autosuffisance alimentaire.

La priorité élevée assignée à l'industrialisation apparaît nettement dans le Plan d'action de Lagos (1980), selon le paragraphe 56 duquel "l'industrialisation du continent africain, en général, et de chaque Etat membre, en particulier, constitue une option fondamentale dans l'action globale destinée à sortir l'Afrique du sous-développement et de sa dépendance économique".

Ainsi, le Plan d'action de Lagos, adopté par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en 1980, souligne l'importance de l'industrialisation comme moteur de la croissance économique et du développement d'ensemble. L'exécution effective du Plan dépend largement de l'industrie, à la fois fournisseur des intrants essentiels pour tous les secteurs et consommatrice ou transformatrice des produits de ces secteurs. Le Plan préconise un processus d'industrialisation autoentretenu et d'autosuffisance, ce qui signifie un modèle de développement économique et de croissance compatible avec les ressources naturelles et les besoins de l'être humain dans la région, ainsi qu'avec son potentiel socio-économique et socio-culturel. Une industrialisation autosuffisante suppose une industrialisation autochtone qui permette d'adapter la production industrielle aux besoins de la population. Cette prémisse contraste fortement avec la division internationale du travail existante qui a eu pour effet de favoriser la production de matières premières destinées à l'exportation et l'industrie de montage axée sur les modes de consommation dans les pays développés. Une stratégie d'autosuffisance comporte aussi la planification, le financement et la localisation en commun des principaux établissements d'enseignement dans les pays d'un même groupement économique afin d'assurer l'éducation et la formation d'ingénieurs, de scientifiques, de techniciens et autre personnel qualifié sur la base de l'avantage comparatif.

Afin d'accélérer la réalisation de ces objectifs, le Sommet économique de Lagos a proclamé les années 1980-1990 Décennie du développement industriel en Afrique, ultérieurement renforcée et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, puis suivie en 1990 du lancement de la deuxième Décennie du développement industriel en Afrique.

Des arguments en faveur de l'importance de l'industrie dans l'aide au développement figurent dans plusieurs documents directifs majeurs relatifs aux problèmes de développement international : le rapport de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international (Commission Brandt), "Nord-Sud : un programme de survie" (1980) et le rapport concernant son suivi, "Common crisis. Co-operation for World Recovery" (1983); le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (Commission Brundtland), "Notre avenir à tous" (1987); le rapport de la Commission Sud, "Le Sud face au défi de l'avenir" (1990); ainsi que d'importants documents directifs de divers organismes des Nations Unies et des banques internationales de développement. Ces rapports constituent ensemble une somme politiquement influente d'analyses, de commentaires et de recommandations concernant les problèmes globaux du monde contemporain.

La Commission Brandt souligne l'interdépendance à l'échelle mondiale et la communauté d'intérêts des pays riches et des pays pauvres, élément fondamental des relations internationales de notre temps. Elle recommande un programme d'action destiné à venir en aide aux PMA, comprenant un appui à l'industrialisation, aux transports et à d'autres investissements dans l'infrastructure. Elle constate que "l'aide officielle est allée, pour une grande part, à des postes tels que l'agriculture et l'infrastructure, et que l'industrie n'a pas bénéficié d'un soutien suffisant". Elle s'inquiète particulièrement des termes de l'échange protectionnistes qui opposent un obstacle majeur au développement du Sud. Elle recommande que le Nord renonce à sa tendance actuelle à protéger ses industries contre la concurrence et favorise, au contraire, une restructuration positive préventive.

La Commission Brundtland a publié son rapport à un moment où les atteintes à l'environnement suscitaient des préoccupations croissantes de sorte qu'elle y accuse la Commission Brandt d'avoir la vue courte quand il s'agit des questions d'intérêt international. Son rapport est centré sur l'interdépendance globale du point de vue de l'environnement et conclut que l'industrie est au centre même de l'économie des sociétés modernes et un moteur indispensable de croissance. Pour parvenir à un développement durable, il faudra que pays riches et pays pauvres coopèrent, et les pays en développement auront besoin de toute l'assistance - technique, financière et institutionnelle - que la communauté internationale pourra rassembler.

L'accent mis par la Commission Brandt sur la formule "commerce et non pas aide", la préoccupation de la Commission Brundtland pour "le développement durable" et la conviction soulignée par la Commission Sud que l'industrialisation est nécessaire comme "moteur du développement" représentent ensemble les préoccupations fondamentales à la fois des donateurs et des bénéficiaires.

La communauté internationale des donateurs, à titre bilatéral ou multilatéral, a prêté beaucoup d'attention au rôle de l'industrie dans le développement. Dans son premier rapport sur l'Afrique subsaharienne au début des années 80, la Banque mondiale, qui occupe une place prépondérante parmi ceux qui arrêtent les politiques relatives au développement international, proposait une stratégie axée sur l'agriculture, où l'industrie servirait de support, soulignant qu'il "ne conviendrait pas de forcer le rythme de l'industrialisation". Plus récemment, dans leur publication commune de 1989, "Africa's Adjustment and Growth in the 1980s", la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) mentionnent à peine l'industrie. Dans son rapport "Afrique subsaharienne : de la crise à un développement durable" (1989), la Banque mondiale énumère six grandes stratégies pour les années 90, et l'industrie n'en est pas.

En revanche, l'OUA et la Commission économique pour l'Afrique ont, l'une et l'autre, participé activement à l'élaboration de stratégies du développement où l'industrie jouait un rôle prédominant pour le continent le moins avancé, l'Afrique, dans les années 70 et 80. Dans sa déclaration officiellement intitulée "Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique", la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a proposé de proclamer, et l'ONU y a souscrit, la "Décennie du développement industriel en Afrique" en vue d'attirer davantage l'attention et de susciter un engagement politique et un appui financier et technique plus amples, aux niveaux national, régional et international, pour l'industrialisation de l'Afrique. Cette initiative a trouvé une suite dans la proclamation des années 90 en tant que "Deuxième Décennie pour le développement industriel en Afrique".

Le rapport de la Commission Sud (1990), intitulé "le Sud face au défi de l'avenir", accorde beaucoup plus d'importance à l'industrialisation et souligne la nécessité de l'encourager dans les pays en développement : "Seule une industrialisation rapide peut créer les ressources voulues pour répondre aux besoins essentiels de leurs populations en matière d'alimentation, de santé, d'éducation et de logement, et pour offrir des emplois à leur main-d'oeuvre toujours plus nombreuse".

2.2. Conférence des Nations Unies sur les PMA

Première Conférence des Nations Unies sur les PMA, 1981

Reconnaissant la situation désespérée des PMA, la première Conférence des Nations Unies sur les PMA, tenue en 1981, a adopté un programme qui devait servir de schéma au développement des PMA pendant les années 80 : "Le nouveau programme substantiel d'action". Ce programme avait pour objectifs de favoriser le changement structurel jugé nécessaire pour surmonter les énormes difficultés économiques des PMA, d'assurer aux pauvres ce qui est reconnu comme le minimum convenable au niveau international, d'identifier et d'appuyer les principales possibilités et priorités en matière d'investissement, enfin d'atténuer autant que possible les conséquences dommageables des catastrophes.

Le programme fixait cinq objectifs précis pour les années 80, notamment un taux annuel de croissance du PNB de 7,2% par an, une croissance annuelle de la production agricole d'au moins 4% et une croissance annuelle de 9% de la valeur ajoutée. Parmi les mesures internationales recommandées, les engagements les plus importants consistaient à décider un transfert de 0,15% du PNB des donateurs aux PMA et à stimuler la croissance économique en ouvrant plus largement le marché mondial à leurs produits.

Pour les PMA, la décennie écoulée a été désastreuse à bien des égards : ils se trouvent devant une crise plus profonde encore que celle des années 80. Leur taux moyen de croissance n'a été que de 2,2% pendant la période 1980-1987, chiffre très inférieur à l'objectif de 7,2% du nouveau programme substantiel d'action, certains même enregistrant des taux de croissance négatifs. La production manufacturière n'a augmenté que de 2,6% par an, alors que le nouveau programme substantiel d'action prévoyait 9%. L'objectif APD/PNB de 0,15% prévu dans ledit programme n'a été atteint que par quelques donateurs et, d'après les chiffres de l'OCDE, le total ne représente encore que 0,08%. Au surplus, l'accroissement démographique dépasse celui de la production et le poids de la dette extérieure est devenu énorme.

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, 1990

De l'évaluation de la situation socio-économique présentée à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, tenue à Paris en septembre 1990, il ressortait que la marginalisation du groupe des PMA dans l'économie mondiale s'était accentuée, leur part des exportations mondiales atteignant seulement 0,3% en 1988, contre 1,4% en 1960.

La deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA était convoquée dans l'intention d'établir un nouveau programme substantiel d'action pour les années 90. Elle a préconisé des politiques macro-économiques efficaces ayant pour but la croissance à long terme et le développement, et elle a instamment invité les donateurs à concentrer leurs efforts sur des stratégies de

développement rural et à rendre l'environnement plus favorable à un secteur productif diversifié reposant sur l'initiative privée. Une attention particulière a été accordée à l'investissement dans le capital humain par l'offre d'un appui à l'éducation, à la santé et à la planification familiale. Les donateurs ont en outre été instamment priés par les PMA d'énoncer des objectifs de financement plus ambitieux.

2.3. Aide au développement limitée en faveur de l'industrie

Les statistiques du CAD de l'OCDE concernant l'aide totale au développement par principales affectations témoignent du peu de place fait à l'industrie : les activités manufacturières, les industries extractives et la construction reçoivent en moyenne 5,5% de l'aide totale des membres du CAD, selon les chiffres de 1989. Les Etats-Unis n'affectent que 0,3% de leur aide à ce secteur, la Communauté européenne 1,4% seulement. L'éducation, la santé, les transports et communications, l'agriculture et l'aide alimentaire ont tous des priorités plus élevées.

Le rôle limité assigné à l'industrie dans l'aide internationale au développement est attesté par les priorités de l'aide. Par exemple, l'aide étrangère à l'industrie dans les PMA représente aujourd'hui, d'après les estimations de l'ONUDI, 2% au plus des versements totaux d'aide. Il existe pourtant d'excellentes possibilités de stimuler l'industrie manufacturière locale dans les PMA à travers l'exécution judicieuse de projets de développement dans d'autres secteurs. Ce serait le cas de vastes projets concernant l'agriculture, la santé, l'éducation et l'infrastructure. C'est là l'essentiel objectif de l'APD dans les PMA. L'industrie n'a pas non plus été considérée comme une priorité absolue pour les activités de coopération technique dans la plupart des PMA, mais il y a amplement matière à utiliser certaines de ces activités pour stimuler l'industrie locale.

Les programmes d'ajustement structurel préconisés par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international (FMI) - et appliqués par un certain nombre de pays en développement - ont figuré en bonne place dans les débats internationaux consacrés au développement ces dernières années. Un élément décisif de ces stratégies est l'importance considérable attribuée à une croissance déterminée par les exportations, celles de matières premières, et, dans une certaine mesure, par une industrialisation fondée sur ces matières. Les critiques des programmes d'ajustement structurel ont fait observer que des industries concurrentielles, orientées vers l'exportation, tireront vraisemblablement profit des programmes en question, mais que les industries dans les PMA, ayant tendance à ne pas être très efficaces et compétitives seront au contraire pénalisées par ces progrès, ce qui accentuera des taux de chômage déjà élevés et les problèmes sociaux.

L'un des objectifs de la deuxième Décennie du développement industriel en Afrique pour les années 90 est de réorienter les industries manufacturières de manière qu'elles répondent aux besoins des trois quarts de la population africaine qui vit de l'agriculture. Jusqu'ici, l'industrialisation, fondée sur la substitution des importations, a favorisé les grandes entreprises satisfaisant à la demande urbaine, quel qu'en soit le prix de revient. La population rurale, par contre, est relativement assez portée à consacrer une augmentation de revenu à des produits simples et peu coûteux fabriqués par de petites entreprises locales.

Dans plusieurs PMA, surtout en Afrique, la croissance industrielle dépendra largement de la mesure dans laquelle on réussira à augmenter la production et le revenu agricoles. Un relèvement du revenu agricole signifierait une demande croissante d'articles manufacturés, et la possibilité de se procurer des biens de consommation à des prix abordables inciterait les agriculteurs à produire davantage. L'industrie peut transformer les produits agricoles en excédent et fournir aux agriculteurs les intrants et l'équipement leur permettant d'accroître la productivité. L'épargne générée par l'agriculture peut servir à financer l'industrie. Les exportations de produits agricoles seront encore nécessaires pour financer les importations croissantes dont l'industrie aura besoin, tandis que l'industrie, de son côté, rapportera plus de devises.

La raison d'être d'une place plus large de l'industrie dans l'aide au développement réside dans une stratégie de développement économique intégrée où l'industrialisation devrait créer le plus d'emplois possible et contribuer à répondre aux besoins essentiels de la population. A cette fin, il faudrait donner la priorité à la transformation de produits locaux et à l'encouragement de liaisons entre les différents secteurs de l'économie.

2.4. Rôle de l'industrie dans le nouveau Programme d'action

Dans son Programme d'action, la Conférence des Nations Unies sur les PMA, tenue à Paris en 1990, a déclaré ce qui suit : "En ce monde marqué par une interdépendance croissante, nous partageons tous la responsabilité de créer des conditions économiques internationales favorables et de renforcer la coopération internationale afin qu'elle aide à susciter un environnement propice à une croissance économique et à un développement durables. Les pays les moins avancés souffrent de problèmes structurels d'une nature et d'une gravité exceptionnelles : ils méritent donc un appui particulier de la part de la communauté internationale."

Les grands défis face auxquels les PMA et leurs partenaires de développement se trouvent sont énoncés dans le rapport 1989 de la CNUCED sur les PMA : améliorer les chiffres de la croissance et l'efficacité économique; renforcer la base de production; améliorer la gestion du milieu naturel; favoriser la mise en valeur des ressources humaines et renforcer considérablement les mesures d'appui à l'échelle internationale.

L'aide internationale au développement (essentiellement celle du CAD de l'OCDE) des PMA ne s'est jamais rapprochée de l'objectif de 0,15% du PNB, à cause surtout des efforts insuffisants de deux des principaux donateurs mondiaux : le Japon (0,06%, selon les chiffres de l'OCDE) et les Etats-Unis (0,02%). Pourtant, de nombreux PMA sont encore fortement tributaires de l'aide étrangère. Près de la moitié des 42 pays classés comme PMA reçoivent une aide égale à plus de 20% de leur PNB.

Les PMA ont besoin d'infrastructures. Les transports et l'énergie sont des secteurs qui exigent de gros investissements. La majeure partie des ressources à y investir devront venir d'un financement extérieur, essentiellement sous forme d'aide au développement. Les pays eux-mêmes ne peuvent en mobiliser qu'une faible proportion. D'après les estimations d'une étude de la CNUCED, il faut doubler l'aide extérieure et elle devrait atteindre quelque 36 milliards de dollars (en dollars de 1988) d'ici à l'année 2000, ce qui suppose un objectif d'APD de 0,20% du PNB des donateurs.

La Conférence de Paris sur les PMA, dans son Programme d'action, estime que la communauté internationale devrait aider les PMA en apportant un "appui à des politiques et programmes sectoriels conçus et exécutés en vue de renforcer et de diversifier l'économie des PMA, en particulier par l'élargissement et la modernisation de leur base de production".

Elle déclare en outre que, pour le développement de la base industrielle, tertiaire, scientifique et technique, l'initiative publique et privée dans les PMA devrait être axée sur trois grands objectifs : la remise en état, l'entretien et la modernisation des installations de production existantes; le renforcement du potentiel de production, compte tenu des avantages comparatifs dynamiques, des ressources disponibles et des perspectives concernant les marchés intérieur et extérieur; enfin, la diversification de la base de production.

Tous les grands documents qui ont trait aux stratégies de développement font ressortir que les PMA se doivent de renforcer leur base économique, pour cesser de dépendre à l'excès des importations et mettre fin à la prédominance des produits primaires dans leurs exportations, et que, dans ces efforts, il leur faudra le soutien de la communauté internationale. Mais les donateurs apportent leur aide pour toute une série de raisons : politiques, stratégiques, économiques et humanitaires. Les institutions multilatérales accordent généralement plus de poids aux critères d'un développement à long terme. Les ONG, tributaires de l'appui et des fonds qu'elles sollicitent, privilégient les besoins humanitaires. Quant aux institutions bilatérales, leurs motivations sont très variées : la lutte contre la pauvreté n'en est qu'une parmi d'autres et souvent de loin la moins importante.

Les PMA n'ont guère de moyens d'agir sur les critères commerciaux, économiques, voire politiques. Ils ont peu de chances de devenir des partenaires commerciaux intéressants, ils n'occupent généralement pas une place importante dans le panorama de l'économie mondiale, leur position géographique n'a généralement pas d'importance stratégique et ils sont trop pauvres pour avoir une valeur économique stratégique. Ces traits peuvent aider à comprendre pourquoi les PMA reçoivent des contributions bilatérales relativement faibles (mesurées en pourcentage du PNB des donateurs) de pays comme le Japon, les Etats-Unis, l'Australie, le Canada et la plupart des membres de la Communauté européenne. Ils expliquent peut-être aussi pourquoi, selon la Banque mondiale, 41% environ de la totalité de l'aide extérieure provenant des pays de l'OCDE en 1988 est allée à des pays en développement à revenu intermédiaire ou élevé.

Les PMA sont les grands bénéficiaires de l'aide au développement accordée pour des raisons humanitaires. Leur nombre est passé de 24 en 1971 à 31 en 1981 et à 42 en 1991. Ce groupe de pays nettement défavorisé - démunis de possibilités économiques, institutionnelles et humaines - mérite un meilleur traitement de la part de la communauté internationale pour remplir ses aspirations socio-économiques. La marginalisation des secteurs productifs, en général, et de l'industrie, en particulier, dans l'image internationale des PMA signifierait que leur espoir d'un avenir meilleur est une utopie. Il faut que le public perçoive mieux les difficultés de l'industrie dans les PMA pour qu'il soit possible d'atténuer la pauvreté et autres problèmes socio-économiques fondamentaux dans une perspective industrielle. Afin d'amener le public à mieux apprécier le rôle crucial de l'industrie dans les PMA, il sera nécessaire de fixer des objectifs détaillés visant à atteindre des groupes cibles précis qui puissent concevoir la transformation industrielle des PMA et y participer effectivement.

3. OBJECTIFS ET GROUPES CIBLES

3.1. Fixation des objectifs

Selon les prévisions de l'ONUDI, la part des pays en développement dans la valeur ajoutée manufacturière (VAM) mondiale, qui était de 13,8% en 1990, passerait à 14% en 1991, soit à peine plus que la moyenne des quinze dernières années, depuis la Déclaration et le Plan d'action de Lima adoptés par la deuxième conférence générale de l'ONUDI, et très loin du but de 25% de la production industrielle mondiale totale qui devait venir de ces pays d'ici à l'année 2000. Le chiffre est nettement inférieur à la progression annuelle d'environ un demi-point de pourcentage sur 25 ans qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif de 25%.

Les PMA, en particulier, ont aussi pris du retard dans le développement technologique et industriel global. Les objectifs fixés n'ont pas été atteints. L'essentiel de la tâche et de l'effort de l'ONUDI doit consister à contribuer à combler cet écart croissant et à favoriser l'industrialisation dans le Sud, en songeant tout spécialement aux PMA. En établissant une stratégie destinée à promouvoir le développement industriel dans les PMA, il convient d'identifier les différents groupes, institutions et organisations en cause.

L'industrialisation des PMA doit faire intervenir toute une gamme de composantes du développement :

- aide au développement;
- prêts et crédits;
- investissements financiers privés;
- possibilités d'exportation.

Les différents aspects du processus de développement mettent en jeu des individus et organisations différents. En analysant de plus près chacune des composantes, on peut distinguer les groupes cibles les plus importants à inclure dans la stratégie.

Aide au développement

Les gouvernements des pays donateurs, à titre bilatéral ou multilatéral (pays membres du CAD de l'OCDE ou autres), interviennent beaucoup dans la définition des stratégies d'aide. De leur côté, ils sont influencés par les hommes et partis politiques (la classe politique), par les fonctionnaires de la "bureaucratie de l'aide au développement", par les organisations locales et les groupes de pression, par les médias, enfin par le grand public.

L'aide bilatérale peut consister en programmes de gouvernement à gouvernement, mais aussi en assistance passant par des ONG du pays donateur ou du pays bénéficiaire. Les ONG doivent beaucoup de leur importance à leurs liens avec les partis politiques et d'autres groupes de pression tels que les syndicats, les associations culturelles et les groupements d'écologistes. Elles contribuent à créer la compréhension internationale et un état d'esprit favorable à l'aide au développement.

Les institutions multilatérales du système des Nations Unies sont l'autre circuit important par lequel passe l'aide au développement. A l'intérieur de ce système, le PNUD, rouage central de financement et de coordination de la coopération technique, joue un grand rôle en posant les

bases de l'industrialisation. Alors que l'industrie a un rôle mineur dans l'aide bilatérale au développement de la plupart des pays, l'aide apportée par l'intermédiaire des institutions multilatérales peut plus aisément être orientée vers des programmes à long terme pour attaquer la pauvreté à la racine même à travers l'industrialisation.

Prêts et crédits

Une bonne partie des capitaux nécessaires à l'industrialisation devra être empruntée. Il est possible d'obtenir des crédits et des prêts de banques privées, d'institutions de crédit, de programmes de crédits publics à l'exportation ou par l'intermédiaire d'institutions financières internationales. Une forte proportion de l'aide internationale au développement se présente en outre sous forme de prêts à des conditions favorables.

Nombreux sont les pays en développement qui ont financé leurs investissements dans l'industrie au moyen de crédits à l'exportation octroyés par les pays industrialisés ou en empruntant sur le marché libre. Mais les pays les plus pauvres n'ont guère accès aux capitaux privés, surtout parce qu'ils ne peuvent se permettre d'emprunter à des conditions commerciales normales. En conséquence, les PMA dépendent avant tout de l'aide à des conditions de faveur de sources multilatérales, la Banque mondiale étant le chef de file des institutions de prêt au développement.

Investissements financiers privés

Les investissements étrangers directs sont importants pour répondre aux besoins de capitaux de l'industrialisation, mais très peu de PMA reçoivent des investissements directs considérables de sociétés multinationales ou de sociétés commerciales étrangères.

Une stratégie destinée à faire mieux comprendre l'importance de l'industrialisation dans les PMA doit prévoir des contacts avec le secteur privé afin de stimuler et de faciliter les investissements. A cet égard, une initiative qui mérite d'être citée est le Forum des investisseurs organisé par l'ONUDI et le PNUD, où les gestionnaires nationaux ont l'occasion de discuter de projets d'investissement avec les investisseurs. De l'avis de l'ONUDI, le repérage de possibilités commerciales dans chaque PMA est capital pour les contacts stratégiques avec le secteur privé.

Un pays en développement désireux d'attirer des investissements privés étrangers doit absolument créer des conditions intéressantes pour les affaires. Si les PMA ont du mal à attirer les investissements, c'est surtout qu'ils manquent généralement de tous les éléments essentiels à une croissance tirée par le marché : qualifications, éducation et formation de base; infrastructure physique et financière; esprit et traditions d'entreprise; politiques nationales compatibles avec le milieu économique.

Possibilités d'exportation

L'industrialisation des PMA n'est pas seulement affaire d'aide au développement, de prêts et d'investissements commerciaux. Ces pays ont également besoin d'un accès aux marchés mondiaux. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sont parmi les institutions qui

travaillent à établir des termes internationaux de l'échange qui soient plus favorables au tiers monde que les régimes commerciaux existants. Mais, là aussi, il faut compter avec ceux qui prennent les décisions politiques.

Des services spécialisés dans les institutions donatrices bilatérales qui s'occupent de promouvoir les importations en provenance des pays en développement pourraient de même jouer un rôle important dans une stratégie visant à élargir les possibilités d'exportation des PMA.

3.2. Identification des groupes cibles

La question de l'industrialisation dans les PMA, nous l'avons vu, est extrêmement complexe, surtout eu égard aux nombreux obstacles et limitations imposés. C'est dire qu'une stratégie visant à promouvoir l'industrialisation - et tenant compte du manque d'intérêt et de connaissances du public en la matière - devra comporter une préparation du terrain dans différents milieux. Il convient d'identifier un certain nombre de groupes cibles précis, à la fois au niveau national et au niveau international, notamment :

- les décideurs politiques;
- les spécialistes de dossiers;
- les milieux d'affaires;
- les organisations bénévoles;
- les médias.

Les décideurs politiques

Il faut que le développement industriel figure au nombre des préoccupations internationales des décideurs politiques dans le monde entier, c'est-à-dire des ministres et des parlementaires de chaque pays donateur. Les hommes politiques, non seulement responsables de la stratégie en matière de coopération au développement suivie par leur gouvernement, mais aussi fixant les conditions et modalités de l'assistance multilatérale à travers les organismes internationaux où ils sont représentés, doivent être considérés comme un groupe cible important quand il s'agit d'essayer de faire mieux comprendre les problèmes de l'industrialisation des PMA.

A la base d'une stratégie de promotion s'adressant directement à ceux qui prennent les décisions politiques, il faut une étude des motifs qui déterminent les décisions politiques concernant la coopération au développement avec les PMA. L'un de ces motifs sera la tendance générale à affecter l'argent des contribuables à des projets bien précis dont il est possible de surveiller la bonne exécution et de distinguer et mesurer clairement les heureuses conséquences.

Les PMA sont les grands bénéficiaires de l'aide internationale au développement accordée pour des motifs humanitaires. Les catastrophes naturelles et humaines de beaucoup d'entre eux font fréquemment l'objet de reportages dans les médias, ce qui incite souvent les gens à réclamer une réaction rapide des pouvoirs publics. Cette réalité politique fait que l'aide publique au développement est de plus en plus sollicitée pour gérer les crises. La promotion de l'industrialisation dans le milieu politique devra se compléter d'une stratégie destinée à faire contrepoids à l'idée que le public, sous l'influence des médias, se fait des difficultés des PMA qui lui apparaissent comme de caractère purement humanitaire.

Au niveau national dans les pays donateurs, les groupes cibles sont :

- les ministres et secrétaires d'Etat aux affaires étrangères et au développement;
- les parlementaires membres des commissions des affaires étrangères et autres commissions compétentes.

Au niveau international, les groupes cibles sont :

- les membres du Parlement européen participant aux travaux des commissions et groupes de travail compétents;
- les membres de l'Union interparlementaire;
- les membres de groupements, conseils et commissions intergouvernementaux.

Les spécialistes de dossiers

Les hommes politiques de premier plan n'agissent sans doute pas entièrement d'eux-mêmes. Leurs décisions sont considérablement influencées par des gens en coulisse : fonctionnaires des partis et conseillers politiques, et fonctionnaires des institutions nationales et multilatérales souvent qualifiés de "bureaucratie de l'aide au développement". Les fonctionnaires remettent aux décideurs politiques les dossiers et propositions nécessaires pour formuler les politiques. Les cahiers d'expertise émanant de la "bureaucratie de l'aide au développement" pèsent ainsi beaucoup sur les orientations adoptées.

Il importe d'étudier les fonctionnaires s'occupant de la coopération au développement et de voir dans quelle mesure ils s'écartent des priorités qui sont celles des hommes politiques, afin de formuler une stratégie de promotion plus expressément conçue à leur intention.

Les fonctionnaires opèrent dans un milieu intellectuel en relation étroite avec les universités et instituts de recherche et ont généralement du développement une conception plus scientifique que politique. Une stratégie d'information et de promotion qui leur soit destinée devra englober la totalité de ce milieu intellectuel. Elle devra chercher à stimuler l'intérêt intellectuel pour l'industrialisation en tant que moteur de la croissance économique et du progrès social dans les PMA.

Au niveau national, les groupes cibles seront :

- les fonctionnaires des administrations publiques s'occupant de la coopération au développement;
- les hauts fonctionnaires et fonctionnaires subalternes, les représentants résidents et les agents d'exécution des institutions multilatérales s'occupant de la coopération au développement dans leur ressort, telles que le PNUD.

Les milieux d'affaires

L'entreprise privée est un participant important dans le développement et nombre de PMA s'intéressent vivement à élargir le rôle du secteur privé. Un certain nombre d'organismes de l'OCDE qui interviennent dans l'aide au développement apportent un appui financier aux entreprises locales par l'intermédiaire des banques de développement ou d'autres institutions qui fournissent des services financiers aux petites et moyennes entreprises. Des programmes de donateurs concernant l'investissement et l'aide aux entreprises locales figurent souvent dans les stratégies de développement.

Le PNUD, la Banque mondiale et d'autres institutions aident les pays en développement à mettre en place les conditions favorables à la croissance économique au moyen de programmes d'ajustement structurel et en concevant des politiques propres à stimuler l'entreprise privée. Par ce moyen, beaucoup de PMA se dotent de mécanismes axés sur le marché et encouragent la concurrence, mais les ressources financières et humaines locales sont trop faibles pour qu'ils obtiennent les résultats souhaités. Les investissements étrangers directs peuvent apporter des capitaux, une connaissance de la gestion et une technologie si d'autres politiques les soutiennent. Le pouvoir de développement de l'investissement privé est, dans une certaine mesure, reconnu par les donateurs.

L'idée d'une lutte contre la pauvreté dans les PMA suffit rarement à stimuler l'investissement privé. Dans les affaires, les décisions reposent d'ordinaire uniquement sur une analyse coût/utilité. Quand il s'agit de PMA, les possibilités d'investissement lucratif devraient être repérées et indiquées aux investisseurs éventuels, au besoin avec l'appoint d'incitations financières venant d'institutions de développement nationales et transnationales. L'opération s'effectue par le biais de plans de garantie des investissements destinés à protéger les investisseurs contre les risques non commerciaux et par des incitations au lancement de coentreprises. Ces montages restent cependant inutiles s'il est impossible de trouver une possibilité précise d'entreprise à des conditions commerciales. Les institutions donatrices peuvent aussi apporter des compétences en matière de techniques, de gestion et de commercialisation, financer des études de faisabilité et des études de marché et aider les entreprises de PMA à mettre au point des stratégies de promotion des investissements et à négocier des accords avec des investisseurs étrangers.

Chercher à attirer des investissements privés étrangers dans les PMA est une affaire complexe puisqu'il s'agit à la fois de faciliter les exportations d'articles manufacturés des PMA, de promouvoir des possibilités d'investissement profitables et de rendre l'investissement privé plus attrayant au moyen d'arrangements mixtes combinant aide au développement et commerce.

Au niveau national, les groupes cibles seront :

- les conseils nationaux d'exportation;
- les associations commerciales;
- les banques et institutions financières nationales;
- les administrations publiques.

Au niveau international, les groupes cibles seront :

- les associations commerciales internationales;
- les sociétés transnationales;

- les banques de développement, les institutions de financement et de développement;
- les institutions de la Communauté européenne.

Les organisations bénévoles (non gouvernementales et intergouvernementales)

Le rôle des organisations bénévoles (humanitaires) qui interviennent dans la coopération au développement est important non seulement parce qu'elles-mêmes formulent des stratégies de développement et exécutent leurs propres projets. La plupart des ONG entretiennent des relations étroites avec des groupes de pression et organisations dans les pays donateurs, tels que syndicats, associations culturelles, mouvements coopératifs, mouvements politiques, associations pour les handicapés, groupes de solidarité ou organisations d'écologistes et organisations féministes.

Dans une large mesure, les apparentements de chaque ONG sur le plan des organisations déterminent les caractéristiques de la stratégie de développement choisie par elle. Toutefois, la plupart des ONG préconisent la stratégie de "l'aide à l'effort personnel". Leurs activités sont inspirées par l'idéalisme et par leur attachement au développement local à long terme. Leur dépendance à l'égard du financement public et des donations privées oblige les ONG à être toujours sur la brèche, faisant connaître largement leur action et restant en contact avec les décideurs politiques. Leur activité intense d'information et leurs liens étroits avec les mouvements locaux et la classe politique font que leurs stratégies donnent souvent le ton.

Grâce à leur indépendance et à leur flexibilité, les ONG sont à même de réorienter rapidement leur stratégie, de passer à de nouveaux champs d'action et de faire oeuvre de pionniers. Leur aptitude à changer de cap à bref délai et leurs qualités de "locomotives" justifient l'octroi aux ONG d'une place de premier plan dans une stratégie visant à promouvoir l'industrialisation dans les pays en développement, y compris les PMA.

De nombreuses ONG, en particulier celles qui entretiennent des relations étroites avec les syndicats et les mouvements coopératifs dans les pays donateurs, interviennent tout spécialement dans la création de coopératives de production, faisant déjà progresser l'idée d'industries (petites/ artisanales). Il convient aussi de noter qu'un certain nombre d'entre elles se sont plus ou moins spécialisées dans le soutien et la promotion du secteur productif.

Les médias appropriés

En cette époque de communications modernes de masse, les médias exercent une influence décisive sur l'attitude des gens quant à ce qui est important et quant à ce qui ne l'est pas. Pour influencer les groupes cibles énumérés plus haut - hommes politiques, fonction publique, directeurs de sociétés et chercheurs, en sus du grand public -, la couverture des médias est essentielle, voire absolument capitale.

Il existe de nos jours quantité de médias différents, chacun s'adressant à un groupe différent. Dans le Nord, le grand public est surtout informé par la télévision et les journaux, la radio et les périodiques, dans cet ordre. Lors d'une enquête menée en 1987 par le Collège norvégien de journalisme, 97% des personnes interrogées ont déclaré avoir été informées des problèmes du développement par la télévision; 93% par les journaux et 85 par des émissions radiodiffusées. En revanche, 34% seulement ont répondu qu'elles avaient

trouvé ces renseignements dans des livres et 67% avaient lu des brochures. Pour celles qui avaient déclaré avoir reçu "beaucoup" d'information, la télévision et les journaux étaient manifestement les médias favoris, cela dans un pays où l'information générale sur les problèmes du développement est sans doute plus aisément accessible que dans la plupart des autres pays du Nord.

L'attitude des gens résulte probablement de l'influence combinée de plusieurs médias dont les actions se renforcent mutuellement, mais la télévision et les quotidiens sont les plus agissants. Des émissions des grandes chaînes de télévision, telles que la BBC, la NBC ou la CNN, ou des articles diffusés par les principales agences de presse internationales comme Reuters, Associated Press, l'Agence France-Presse, ou des agences plus spécialisées, telles que le Inter-Press Service, et des agences mondiales de reportages, telles que Third World Network et Gemini, sont particulièrement efficaces. La présentation dans les médias est très utile non seulement comme moyen de diffuser l'information sur l'industrialisation, mais aussi parce qu'elle sert à rappeler constamment le mandat et l'image de l'ONUDI.

Certains groupes cibles - dont les hommes politiques, les directeurs de sociétés, les fonctionnaires et les chercheurs - se retrouveront sans doute aussi parmi les lecteurs des périodiques et magazines spécialisés tels que Far Eastern Economic Review, Africa Business, Latin America Monitor, et la stratégie de promotion de l'industrialisation devrait comporter des efforts pour lui faire consacrer des articles dans les publications spécialisées les plus essentielles pour toucher les groupes cibles susmentionnés, ainsi que dans des publications comme Time, l'Express ou The Economist qui atteindront également plusieurs des groupes cibles. L'analyse des possibilités d'investissement dans les PMA par des quotidiens tels que The Financial Times ou The Wall Street Journal pourrait aussi agir positivement sur les milieux d'affaires.

L'influence des médias contemporains sur l'opinion publique fait des responsables des médias (rédacteurs en chef et adjoints) eux-mêmes un important groupe cible. Les rédacteurs arrêtent les priorités et décident de ce qui doit faire les grands titres ou les titres secondaires ou être passé sous silence. L'une des tendances générales parmi les responsables des médias du Nord est la propension à privilégier les événements spectaculaires, souvent violents. Les nouvelles relatives aux PMA concernent fréquemment les catastrophes humaines; la misère provoquée par les catastrophes d'origine humaine ou naturelle fait directement irruption dans la salle de séjour des gens, les amenant à saisir les problèmes des PMA dans toute leur immédiateté. L'opinion publique, de son côté, influence les décisions politiques, de sorte que la tendance à une utilisation accrue de l'APD pour gérer une crise à court terme peut être considérée comme une conséquence directe des priorités fixées par le responsable du média.

Les gouvernements et les organisations bénévoles dépensent chaque année des sommes considérables pour essayer de gagner l'appui du public en faveur de leurs programmes d'aide au développement à long terme. Les institutions donatrices nationales, les institutions donatrices multinationales et les ONG peuvent être autant de partenaires importants dans l'effort déployé pour diffuser des renseignements sur l'industrialisation dans les PMA. La plupart des ONG mènent de vastes campagnes d'information, comprenant souvent la publication de périodiques et de magazines, de brochures, de livres, et la distribution de matériaux photographiques et de vidéos, destinés à leurs membres et sympathisants, ainsi qu'aux établissements d'enseignement et au grand public. Certaines ONG se sont spécialisées dans des activités

d'information, tant au Nord qu'au Sud. De même, dans plusieurs pays, les Associations nationales pour les Nations Unies et les comités nationaux de l'ONUDI pourraient contribuer beaucoup à exposer au grand public l'aspect multilatéral de l'aide au développement et les problèmes du développement en général. De même, elles pourraient être considérées comme un groupe cible ou un partenaire de coopération dans une stratégie d'information.

Au niveau national, les groupes cibles sont :

- les comités nationaux de l'ONUDI;
- les Associations pour les Nations Unies;
- les journalistes et rédacteurs (responsables);
- les associations et instituts de formation de journalistes;
- les agences de presse;
- les agences photographiques;
- les chaînes/stations de radio et de télévision;
- les journaux et magazines;
- les préposés à l'information d'organisations s'occupant de l'information sur le développement;
- les maisons d'édition.

Au niveau international, les groupes cibles sont :

- les associations de journalistes;
- les agences de presse;
- les agences photographiques;
- les agences de reportages;
- les chaînes de télévision;
- les émetteurs internationaux;
- les magazines;
- les maisons d'édition;
- les préposés à l'information des organisations internationales.

4. SCHEMA D'UNE STRATEGIE DE LA PRESENTATION DU POTENTIEL INDUSTRIEL DES PMA PAR LES MEDIAS

La réussite de la stratégie à suivre pour la présentation, par les médias, de la contribution de l'industrie au développement global des PMA, exposée dans ce chapitre, dépend du concours financier des partenaires extérieurs de coopération. Les suggestions précises énumérées ci-après pourraient être considérées comme des activités devant être financées conjointement par des contributions volontaires d'institutions donatrices spéciales.

4.1. Création d'une représentation cohérente de l'ONUDI

Une représentation médiatique cohérente est à la base même de la réputation et de l'image d'une organisation, quelle qu'elle soit, auprès du public. Un programme de ce genre oblige à cerner le mandat fondamental de l'Organisation et à présenter ses valeurs à travers une série d'initiatives médiatiques, à toutes fins de faire mieux apprécier par le grand public l'Organisation et ses activités. Dans les divers domaines des activités d'information et de publicité, l'ONUDI pourrait concevoir un programme qui lui permettrait de se montrer au public sous un jour aisément reconnaissable.

Au cas où l'ONUDI déciderait de lancer une campagne spéciale pour mettre en lumière l'importance de l'industrialisation dans les PMA, comprenant un certain nombre de publications et d'activités spéciales comme celles qui sont citées plus loin, on pourrait trouver un symbole et un logo particuliers, tirés du principal emblème graphique dessiné pour l'ONUDI. Le symbole et le logo expressément conçus pour une campagne relative aux PMA souligneraient le caractère unique de l'effort accompli pour mettre en évidence l'importance de l'industrialisation dans ce groupe de pays. Ainsi, cette représentation médiatique cohérente, justifiant l'orientation industrielle du développement économique des PMA, ferait apparaître les PMA sur la carte industrielle du monde.

4.2. Publication et diffusion de textes de l'ONUDI

Sous l'angle général du développement et en faisant ressortir les problèmes propres à ces pays, il serait souhaitable de rédiger une brochure sur les PMA en tant que groupe, renfermant des statistiques et données de base accompagnées de photos, de graphiques et de cartes.

Une brochure absolument essentielle contenant des données générales sur les PMA, du point de vue plus précisément de l'industrie, pourrait être diffusée aussi largement que possible, notamment à l'intention du grand public. Elle pourrait être rédigée par un journaliste professionnel à titre de consultant. Pour les groupes cibles plus pointus, elle pourrait se compléter d'autres types de rapports et de matériaux. A partir de ces publications de l'ONUDI, les institutions donatrices nationales pourraient être invitées à publier leurs propres textes sur l'industrie et les PMA ou simplement à traduire les textes de l'ONUDI dans les langues locales et à les publier.

4.3. Composition de pochettes de documentation

Pour l'information en général et pour celle de groupes cibles plus pointus, il serait souhaitable de confectionner des pochettes de documentation renfermant une série de textes pour présenter l'ONUDI et le potentiel industriel des PMA à partir des textes susmentionnés. Des rapports techniques et des études relatifs à des pays et aux possibilités intéressantes qu'ils offrent pourraient, s'il en existe et s'ils conviennent, s'y ajouter.

4.4. Production et diffusion de matériel audiovisuel de l'ONUDI

On pourrait tourner un film vidéo de caractère général sur le potentiel industriel des PMA pour le projeter, en tant qu'introduction à l'industrialisation dans les PMA, à l'intention de participants à des séminaires et colloques. Le film devrait porter particulièrement sur des cas d'initiatives industrielles réussies et sur des entrevues personnelles avec des industriels. Il serait possible d'en établir en même temps une version télévisée et de l'offrir aux chaînes de télévision dans le monde entier pour diffusion générale.

4.5. Collecte et diffusion de matériaux photographiques/cinématographiques

Les documents photographiques consacrés au tiers monde sont largement consacrés aux régions rurales et au développement rural. Les centres urbains et les sites industriels ont beaucoup moins retenu l'attention. Non seulement cette pratique contribue à donner une image déformée des pays en développement, mais encore elle ajoute à l'impression actuellement répandue de misère, de pauvreté et d'impuissance, en même temps qu'au sentiment de déjà vu qui compromet toute possibilité de s'intéresser davantage à l'industrialisation des PMA et d'y participer. En cherchant à s'attaquer aux racines mêmes de la pauvreté par le renforcement de la production et du potentiel industriels, on pourrait donner une idée différente des PMA en général et favoriser une meilleure compréhension des difficultés et des possibilités de l'industrie dans ces pays.

L'ONUDI pourrait s'efforcer de rassembler des documents photographiques plus nombreux et plus éloquents qui seraient utilisés dans ses propres publications et par d'autres usagers. De toute évidence, une photo peut être beaucoup plus qu'une simple décoration; elle a une valeur d'information qui lui est propre si elle est judicieusement employée. Une photo transmet un message, en même temps que des renseignements détaillés. En un sens, les agences photographiques semblent posséder un stock assez limité de photos à thème industriel en provenance des PMA, ce qui accentue la tendance à y voir des communautés rurales. Pour l'ONUDI, se constituer systématiquement une meilleure photothèque, qui lui permettrait de fournir des photos de meilleure qualité sur toutes les phases et dimensions de la production et du développement industriels, aux fins de publication par elle et par d'autres intéressés, serait un moyen de contribuer à faire mieux mesurer la dimension industrielle du développement.

Au lieu de rassembler des photos au hasard, prises par du personnel de l'ONUDI et par d'autres photographes, il serait éminemment souhaitable, dans la mesure des ressources disponibles, de recruter quelques photographes qui se sont montrés capables de réaliser une documentation sur des sujets industriels, afin qu'ils se rendent dans des endroits désignés pour y

recueillir les prises de vues demandées. On pourrait en outre rechercher sur le marché des photos existantes du genre voulu et les acheter pour les archives de l'ONUDI.

Un concours international de photographies, bien préparé et ayant fait l'objet d'une publicité suffisante, pourrait attirer l'attention des professionnels de la photographie sur l'industrie dans les PMA, tout en enrichissant les archives photographiques de l'ONUDI. Pour être valable, il devrait s'adresser surtout aux professionnels. S'il avait lieu tous les ans ou tous les deux ans, il pourrait se limiter à des thèmes choisis, qui différeraient d'une année à l'autre.

Les meilleures photos, qui seraient jugées par un jury composé essentiellement de professionnels de la photo et des médias, mais avec la participation de la Section des relations publiques et de l'information de l'ONUDI, recevraient des prix intéressants, peut-être avec le patronage du secteur privé. L'ONUDI devrait se réserver le droit d'acquérir toute photo qui lui conviendrait pour s'en servir à son gré par la suite. Elle pourrait décider de présenter les meilleures prestations dans une publication ou un livre qui serait vendu à l'échelle mondiale ou par le biais d'une exposition internationale, les deux initiatives contribuant à faire comprendre le rôle de l'industrie dans le développement et à éveiller l'intérêt.

4.6. Séminaires et ateliers

Les séminaires et les ateliers sont utiles parce qu'ils contribuent de manière irremplaçable à constituer une réserve de connaissances dans différents groupes cibles. Un séminaire à haut niveau destiné aux médias sur le potentiel de l'industrialisation dans les PMA est à envisager, peut-être en liaison avec le lancement du Plan d'action de l'ONUDI pour les PMA. Il réunirait des représentants spécialisés des médias, qui entendraient des exposés de personnalités éminentes représentant l'ONUDI, ainsi que de grands économistes du développement, aussi bien des Nations Unies que des banques internationales de développement, d'institutions indépendantes et d'universités; des représentants de PMA pourraient être invités à contribuer à des discussions franches et ouvertes sur l'industrialisation considérée comme une stratégie fondamentale vers une transformation économique et sociale.

Le séminaire à haut niveau pourrait être suivi d'une série d'ateliers régionaux destinés aux journalistes qui s'occupent des problèmes du développement et de l'économie mondiale, mais obligatoirement spécialistes. Le but serait le même : appeler l'attention sur la question de l'industrialisation dans l'ensemble du développement et sur la valeur de l'industrie pour le développement économique des PMA. Les ateliers régionaux s'efforceraient en particulier de combiner deux objectifs : informer, renseigner et convaincre les journalistes présents et donner une information qui pourrait inspirer de véritables reportages, sur l'atelier lui-même ou sur les faits exposés lors de l'atelier.

L'idée à la base des séminaires axés sur l'industrialisation dans les PMA pourrait aussi, si un financement se présente, être appliquée à des groupes autres que les journalistes, par exemple, des décideurs et des fonctionnaires de services publics ou d'ONG.

4.7. Elargissement des contacts avec les médias

La tendance dans le monde étant aujourd'hui à une plus grande liberté de la presse, les médias internationaux se révèlent de plus en plus comme des institutions polyvalentes par l'intermédiaire desquelles l'information peut être communiquée à tous les niveaux de la société dans toutes les régions géographiques. Le caractère et la nature des médias - presse, radiodiffusion, cinéma et photo, édition - diffèrent beaucoup d'une région à l'autre, parfois d'un pays à l'autre à l'intérieur d'une région ou d'une sous-région.

Les médias, que ce soit au niveau national, régional ou mondial, sont évidemment d'une importance capitale pour une stratégie de l'ONUDI visant à gagner l'attention et l'appui du public à l'industrialisation dans les PMA, comme ce serait le cas pour toute campagne que l'Organisation voudrait engager. Quel que soit le but de la campagne, la modulation entre les médias et la manière de les aborder seraient plus ou moins les mêmes. Ce qui est fondamental, c'est de classer les médias en catégories et de différencier le rôle qu'elles peuvent être appelées à jouer; il convient ensuite de les identifier et de les solliciter. Les traditions en matière de journalisme ainsi que la liberté de la presse diffèrent considérablement, comme il en va des journaux, magazines et programmes de radio/télévision, que l'on parte de considérations purement commerciales ou d'une conception de l'information souveraine. Cette dernière distinction est décisive quant à la manière d'aborder la question et quant aux chances réalistes de faire passer une information ou un message.

Pour tout travail d'information, la tenue d'un registre des médias internationaux - institutions aussi bien que journalistes et rédacteurs - serait d'un grand secours. Une liste de distribution par correspondance constamment mise à jour serait précieuse pour adresser aux personnes intéressées les communiqués de presse, la documentation, les rapports, etc. L'ONUDI s'est déjà attelée à cette tâche et pourrait l'élargir aux fins d'une campagne d'information sur les PMA. Cette liste ou base de données pourrait être complétée avec le concours d'organisations d'aide au développement locales et internationales, ainsi que d'associations de presse.

Une fois identifiés les journalistes qui se sont spécialisés dans les questions relatives au développement international ou aux perspectives industrielles de lutte contre la pauvreté dans les PMA ou qui y portent un intérêt particulier, il faudrait leur remettre la pochette d'information et autres matériaux rassemblés par l'ONUDI en vue de la campagne destinée à mettre en lumière les problèmes propres aux PMA. De surcroît, le même groupe de journalistes devrait être tenu régulièrement au courant des travaux de l'ONUDI.

Les conférences de presse devraient concerner exclusivement les pays couverts par le Plan d'action de Lagos sur les PMA. Toutefois, la présentation du Plan d'action serait une occasion unique de mettre l'ONUDI en vedette à l'échelle mondiale, parallèlement à l'excellent traitement par les médias de la présentation du Plan d'action de Lagos et des actes largement publiés des Conférences générales de l'ONUDI.

Dans une certaine mesure, un service de reportages gratuit pourrait intéresser certains quotidiens et magazines, surtout ceux qui, dans le Sud, sont moins nantis. Des articles écrits dans un esprit objectif, ou des commentaires subjectifs, de préférence accompagnés de matériaux graphiques et de photos, pourraient être envoyés régulièrement à un choix de journaux et de revues. On pourrait publier quelques articles traitant des affaires de

l'ONUDI et des données statistiques. Mais la possibilité de faire imprimer des reportages de réussites et des commentaires augmenterait s'ils étaient écrits à titre indépendant par des correspondants de renom.

Pour lancer une campagne tendant à mobiliser l'attention du public et à le renseigner sur l'industrie dans les PMA, on pourrait constituer un dossier spécial qui serait adressé gratuitement aux quotidiens et aux magazines. Composée d'une série de reportages et d'études de cas de réussites, accompagnés de graphiques, diagrammes et photos appropriés, la pochette pourrait servir de dossier spécial sur l'industrialisation dans les PMA ou de base à partir de laquelle les journaux et magazines pourraient rédiger leurs propres textes.

4.8. Voyages d'étude des médias

On pourrait envisager des voyages d'étude pour des représentants des médias afin de compléter les renseignements présentés sous forme de rapports et de communiqués de presse. Un voyage sur place ajoute à l'information une dimension décisive et contribue à redoubler l'intérêt pour le sujet ainsi qu'à approfondir les connaissances pratiques. Il pourrait aussi être un stimulant psychologique important pour les journalistes travaillant sur un sujet qui leur apparaîtrait autrement difficile à traiter, d'autant qu'il a rarement une priorité élevée dans une organisation médiatique.

Les voyages d'étude peuvent soit consister simplement à faciliter une tournée de journalistes, soit comporter aussi un financement complet ou partiel par l'organisateur. L'ONUDI pourrait éventuellement appliquer les deux formules, étant entendu que de nombreuses organisations de presse, tant au Nord qu'au Sud, ne disposent souvent que de budgets très modestes.

A part un petit nombre d'associations prospères de presse dans le Nord, qui ne nécessiteront pas ou n'accepteront pas de soutien financier pour faire leur travail, les voyages d'étude frais payés, pour quantité d'autres quotidiens, revues, agences et émetteurs, seront peut-être le seul moyen de mener à bien une mission sur les lieux. Toutefois, il est probable que l'ONUDI arrivera à intéresser des donateurs à un projet de ce genre, des journalistes de différents pays étant alors patronnés par leurs institutions donatrices, ce qui laisserait à l'ONUDI la tâche de faciliter et d'organiser les déplacements.

Ces voyages d'étude des médias, organisés par l'ONUDI, facilités par la coopération de ses représentants sur les lieux et en liaison avec les autorités locales, pourraient constituer le suivi de quelques-uns des séminaires destinés à des représentants de médias pour compléter l'information et élargir le champ du débat des ateliers. Pour des raisons financières et pratiques, il serait peut-être préférable de choisir une région où deux PMA au moins peuvent être aisément visités au cours d'un voyage d'une dizaine de jours.

Un voyage d'étude comporterait des séances d'information et des échanges de vues avec des représentants de l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies dans chaque pays, ainsi qu'avec des représentants de banques et institutions de développement et avec les autorités locales, principaux hommes politiques et planificateurs de l'économie. Des spécialistes de l'analyse économique et des sciences sociales y participeraient aussi. Des visites d'usines et de projets patronnés par l'ONUDI en seraient un élément

capital, en même temps que des échanges de vues avec des industriels locaux et étrangers et d'autres membres des milieux d'affaires, y compris le secteur de l'exportation.

Le groupe de journalistes en déplacement devrait être assez limité et ne pas dépasser 10 personnes. Il serait bon qu'il englobe différents médias, dont quotidiens, magazines et agences, et radio; les besoins de la télévision sont trop différents des autres pour être couverts dans un voyage d'ensemble. Pour une mission générale, il ne devrait y avoir qu'un seul journaliste de chaque pays participant et on attendrait du voyage un certain nombre d'articles.

Les possibilités de voyager sont encore plus fortement limitées pour les associations de presse du Sud et pas seulement des PMA. C'est pourquoi il faudrait inclure des représentants des médias des PMA, et d'autres pays en développement, dans quelques-uns, sinon dans la totalité, des groupes en voyage d'étude. Ces déplacements devraient être patronnés par l'ONUDI ou par une institution donatrice à l'oeuvre dans le pays considéré.

Il serait intéressant, s'il est possible de se procurer un financement extérieur, de composer un groupe de journalistes, par exemple, de trois pays industrialisés du Nord et de trois PMA du Sud pour un voyage aller et retour, les journalistes du Sud accompagnant leurs collègues du Nord dans la visite des PMA et les raccompagnant dans leurs pays du Nord pour une visite en sens inverse, pour finir par un reportage sur l'expérience industrielle dans le Nord et sur les possibilités de coopération industrielle entre les deux pays.

4.9. Bourses d'étude et attribution de prix pour la recherche et la documentation

Afin d'attirer l'attention sur la recherche économique et sociale dans le secteur industriel et de mettre en relief l'industrialisation dans les PMA, il vaudrait la peine d'offrir un certain nombre de bourses de recherche pour faciliter un nombre limité de projets de recherche. Des chercheurs et des étudiants pourraient être invités à faire une demande de bourse, sur la base d'un curriculum vitae détaillé. Ces bourses pourraient aussi être financées de concert avec des institutions donatrices et par l'industrie elle-même.

Un concours international destiné aux étudiants d'université, en particulier de sciences économiques et sociales, portant sur un sujet obligatoire, pourrait faire mieux connaître les PMA. Il pourrait être organisé avec la coopération et l'appui d'autres organismes des Nations Unies, par exemple, le PNUD, l'UNESCO et l'Université des Nations Unies, ainsi que d'institutions indépendantes. Les appels de candidatures pourraient être diffusés avec l'aide d'institutions donatrices et d'établissements d'enseignement dans le monde entier et la compétition pourrait avoir lieu au niveau national, régional et mondial, avec un jury et des prix à chacun des trois niveaux. Les compositions/mémoires admis à l'épreuve finale seraient soumis à un jury composé d'un fonctionnaire de l'ONUDI et de fonctionnaires d'institutions indépendantes et des prix seraient décernés aux meilleures copies.

Les mémoires lauréats, ou un choix d'entre eux, pourraient être rassemblés et publiés comme l'une de diverses publications sur l'industrialisation dans les PMA. Ils pourraient être publiés et vendus par l'ONUDI ou co-publiés et vendus par des maisons d'édition commerciales.

4.10 Encouragements financiers à la publication

Par un système d'appui technique et financier, l'ONUDI pourrait lancer et encourager la publication d'ouvrages sur l'industrialisation dans les PMA, dans le sens de la coopération avec Basil Blackwell Publishers pour la "Série d'études sur le développement industriel" qui rassemble des études par pays sur l'industrialisation. Cet appui technique et financier pourrait compenser les possibilités limitées de vente de publications sur les PMA.

D'autre part, en ce qui concerne des études plus générales sur l'industrialisation et le développement, axées sur les PMA, des encouragements financiers, peut-être en coopération avec des institutions donatrices nationales, rendraient la publication de ces ouvrages plus lucrative et plus facile.

4.11 Prix ONUDI du journalisme

Afin d'éveiller l'intérêt des journalistes pour l'industrie, l'ONUDI pourrait envisager de créer un prix, qui serait décerné soit une seule fois, soit à intervalles réguliers. Elle pourrait inviter les journalistes à participer au concours selon un choix préétabli de critères et devrait désigner un jury chargé de décerner le prix. La compétition devrait être annoncée avec l'aide des institutions donatrices et des associations de presse. Le lauréat recevrait un prix en espèces et un diplôme, et les meilleurs textes pourraient être offerts sous forme d'un recueil d'articles, d'un dossier, ou encore pourraient être imprimés et présentés dans un numéro spécial diffusé par l'ONUDI en liaison avec son Plan spécial d'action pour les PMA. Il faudrait veiller à faire participer à ce projet des journalistes indépendants.

4.12 Coopération avec d'autres organisations

La réussite de toute campagne d'information spécialisée dépend des travaux préparatoires précédant la campagne proprement dite. La connaissance générale des problèmes du développement étant limitée dans le grand public et dans des groupes cibles plus spécifiques, il y a manifestement lieu d'envisager des efforts conjoints d'information avec d'autres organisations, appartenant ou non au système des Nations Unies, avec lesquelles l'ONUDI possède déjà des liens de coopération.

Les partenaires les plus évidents de coopération à l'intérieur de l'ONU seraient la CNUCED, le PNUD et l'UNESCO, mais on pourrait en envisager d'autres, tels que l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), tous s'occupant de la production de revenus et de la création d'emplois à différents niveaux.

En dehors de l'ONU, l'ONUDI pourrait envisager une coopération avec des institutions donatrices nationales qui s'intéressent aux PMA et à l'industrialisation, de même qu'avec des ONG tant au Nord qu'au Sud. Tous ceux qui agissent dans le domaine du développement sont amenés, tôt ou tard, à utiliser l'information pour susciter l'intérêt et peuvent être des consommateurs de matériaux de l'ONUDI, ainsi que des éventuels partenaires de coopération en vue de la production de matériel d'information.

Les ONG, nous l'avons vu, constituent un groupe important dans le champ de l'aide au développement parce qu'une proportion croissante de fonds tend à passer par leur intermédiaire et parce qu'elles jouent un grand rôle dans le

débat sur les stratégies du développement et en tant qu'essayeurs de nouveaux modèles d'aide sur le terrain. En outre, les ONG semblent de plus en plus influencer les politiques des pouvoirs publics en matière de développement, de sorte que l'ONUDI doit y voir une cible importante de ses efforts pour entraîner davantage de partenaires dans le processus d'industrialisation. Il convient aussi de songer qu'un certain nombre d'ONG travaillent dans les PMA, parfois en étroite coopération avec les gouvernements aussi bien qu'avec les collectivités locales, ce qui les met à même, matériellement et politiquement, d'appliquer des idées nouvelles et des modèles de projets nouveaux. Dans la communauté des ONG elle-même, on trouve une tendance à faire passer le secteur productif avant les autres et les ONG apparaissent comme des partenaires probables dans les efforts accomplis pour développer les petites et moyennes industries dans les PMA.

En conséquence, on pourrait englober les ONG dans les plans d'un cycle concerté d'ateliers nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur l'industrialisation dans les PMA. Ces ateliers pourraient se situer au niveau des fonctionnaires de programme des ONG, avec un nombre limité de participants.

5. RESUME ET RECOMMANDATIONS

La connaissance que le public a des difficultés et du potentiel de l'industrie dans les PMA reste jusqu'à présent limitée. Les priorités changeantes et les conceptions à la mode sur toute une série de sujets d'actualité éclipsent les possibilités que l'industrie offre de remédier à la pauvreté et aux autres problèmes socio-économiques fondamentaux des PMA dans la liste des questions internationales qui méritent d'être traitées par les médias. Dans le cadre médiatique international, les problèmes des PMA sont souvent exposés avec un sentiment généralisé de lassitude devant les catastrophes. Une appréciation plus large des problèmes de l'industrialisation dans les PMA s'impose pour retenir davantage l'attention des institutions donatrices et assurer une plus grande participation du secteur privé à la transformation industrielle des PMA.

Le succès d'une campagne médiatique dépend essentiellement de la place faite au Service de l'information de l'ONUDI. Cette organisation accorde beaucoup moins d'attention aux activités d'information que de nombreux autres organismes des Nations Unies, l'UNESCO, par exemple, dont le Département de l'information compte 83 fonctionnaires et absorbe 2,35% du budget ordinaire, ou la FAO, dont le Département de l'information compte 60 fonctionnaires et absorbe 1,5% du budget.

Dans un cadre précis, équilibrant visées et budget d'une campagne d'information, l'ONUDI pourrait envisager la coopération possible d'alliés de circonstance pour diffuser l'information et influencer les médias afin de faire mieux comprendre au public le rôle crucial de l'industrie dans les PMA.

A cette fin, on pourrait envisager les activités ci-après, dans la limite des ressources disponibles et des contributions volontaires d'institutions donatrices spécialisées, et moyennant des aménagements institutionnels à l'intérieur de l'ONUDI :

- Des groupes cibles précis au niveau national, régional et international en vue de la campagne d'information comprendraient les décideurs politiques, les spécialistes de dossiers, les milieux d'affaires, les organisations bénévoles et les médias. Une compréhension plus grande parmi ces groupes cibles quant à la conception industrielle du développement socio-économique dans les PMA exige une visio. plus vaste des problèmes et de la contribution potentielle de l'industrie au développement global dans les PMA.
- On pourrait imaginer une représentation médiatique cohérente pour présenter le mandat de l'ONUDI de manière à en préciser la valeur aux yeux du public, ainsi que l'identité et l'image de l'Organisation. Tiré du logo de l'ONUDI, un symbole spécial pourrait faire apparaître les PMA de façon caractéristique sur la carte industrielle du monde.
- Une brochure concise et illustrée sur les PMA en tant que groupe, donnant des renseignements généraux du point de vue, en particulier, du rôle de l'industrie, pourrait être mise à jour et faire l'objet d'une large diffusion à intervalles réguliers, afin de tenir le public au courant des problèmes et des progrès réalisés.

- Des pochettes de documentation, fondées sur des textes de l'ONUDI, pourraient être complétées de rapports techniques et d'études s'il en existe et s'ils conviennent.
- On pourrait inviter les donateurs nationaux à traduire les publications de l'ONUDI dans les langues locales et à les publier.
- On pourrait tourner un film vidéo de caractère général qui servirait d'introduction à l'industrialisation dans les PMA lors de séminaires et colloques.
- Des photographes ayant fait leurs preuves dans le traitement de sujets industriels pourraient être recrutés et chargés de constituer systématiquement une photothèque mieux garnie à l'usage de l'ONUDI et d'autres utilisateurs.
- Un concours international de photographie ouvert de préférence aux photographes professionnels pourrait accroître l'intérêt de la profession pour l'industrie dans les PMA et enrichir les archives photographiques de l'ONUDI.
- Un séminaire à haut niveau pour les médias pourrait être synchronisé avec le lancement du Plan d'action industriel de Lagos pour les PMA. Des représentants spécialisés des médias pourraient être mis au courant par des techniciens.
- Il faudrait organiser des ateliers régionaux pour informer, former et convaincre effectivement les journalistes de faire des reportages sur l'industrie dans les PMA.
- Un registre de médias internationaux, de journalistes et de rédacteurs serait d'un intérêt immédiat pour élargir le traitement par les médias et les contacts avec eux. Ayant identifié les journalistes qui se sont spécialisés dans les possibilités que l'industrie offre de remédier à la pauvreté dans les PMA, l'ONUDI pourrait leur remettre régulièrement des pochettes de documentation et d'autres matériaux.
- Un service gratuit de reportages comprenant des articles écrits, des commentaires subjectifs, illustrés de graphiques et de photos, pourrait être adressé à un choix de quotidiens et de magazines en vue d'une publication signalant qu'il s'agit de textes de l'ONUDI. Des pochettes-dossiers exposant des réussites industrielles seraient d'un grand intérêt pour les quotidiens et magazines.
- Des voyages d'étude seraient un stimulant psychologique important pour les journalistes, car ils favorisent la connaissance pratique. Ils pourraient constituer le suivi de séminaires et colloques organisés par l'ONUDI et des institutions donatrices.
- Des bourses d'étude co-patronnées par des institutions donatrices et par l'industrie pourraient être attribuées à des chercheurs universitaires dont les travaux portent sur l'industrie dans les PMA.

- On pourrait organiser un concours international ouvert aux étudiants d'université sur des sujets relatifs à l'industrie et d'actualité pour les PMA et les compositions/mémoires lauréats pourraient être publiés par l'ONUDI.
- Avec un appui technique et financier des donateurs, l'ONUDI pourrait encourager des auteurs et des maisons d'édition à publier des ouvrages sur l'industrie dans les PMA.
- Un prix ONUDI de journalisme serait avantageux en particulier pour les journalistes indépendants dont l'intérêt pourrait être suscité pour le thème retenu par l'ONUDI chaque année.
- Parmi tous les partenaires qui peuvent coopérer avec l'ONUDI en ce qui concerne le traitement médiatique du potentiel industriel des PMA, les ONG constituent un groupe important et sont à même, politiquement et économiquement, de tester et d'appliquer des idées nouvelles et des projets nouveaux.

REFERENCES

- S. Browne : Foreign Aid in Practice. Londres, 1990.
- Bureau central de statistiques de la Norvège : Attitudes to Norwegian Development Assistance and Knowledge of the United Nations 1990. Oslo, 1990.
- Danida/Ministère des affaires étrangères : Denmark's Development Assistance 1988/89. Copenhague, 1989.
- P.F. Drucker : The changed World Economy, Spring 1986.
- M.P. van Dijk/H.S. Marcussen : Industrialization in the Third World: The Need for Alternative Strategies, Londres, 1990.
- OCDE : Coopération pour le développement : efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement, Paris, 1990.
- OCDE : Vingt-cinq ans de coopération pour le développement : un examen, Paris, 1985.
- R.C. Riddell : A Forgotten Dimension? The Manufacturing Sector in African Development: Development Policy Review, 1990.
- L. de Silva : The Second United Nations Conference on the Least Developed Countries. Briefing papers no 1, 2 & 3; Paris, 1990.
- O. Stokke (éd.) : Western Middle Powers and Global Poverty: The Determinants of the Aid Policies of Canada, Denmark, the Netherlands, Norway and Sweden, Uppsala, 1989.
- Statens offentlige utredninger/Utrikesdepartementet: U-lands- och bistandsinformation, Stockholm, 1988.
- Swedish International Development Authority: Faktablad - opinionsundersökning om bistandsviljan i Sverige, Stockholm, 1990.
- Banque mondiale : Rapport sur le développement dans le monde, 1990. Oxford, 1990.
- Banque mondiale : Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth: Washington, 1989.
- O.F. Vaage : Massemedier og u-landsdekning, Oslo, 1989.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : Industrie et développement dans le monde - Rapport 1990/91, Vienne, 1990.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : L'industrie dans les PMA : systèmes de développement, Vienne, 1990.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : Un Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, New York, 1982.

Commission indépendante sur les problèmes de développement international :
Nord-Sud : un programme de survie. Londres. 1980.

Commission mondiale de l'environnement et du développement : Notre avenir à
tous. Londres. 1987.

Commission Sud : Le Sud face au défi de l'avenir. Oxford. 1990.